

ATTAC %

Voici 25 ans, l'association Attac est née pour défendre la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF). La proposition, que l'association défend toujours, portait sur une taxation de l'ensemble des transactions financières – changes, actions, obligations, options, produits dérivés etc. – à 0,1 %. Les objectifs de la TTF sont de réguler la finance, de lutter contre la spéculation, et de financer, grâce à une partie de l'argent collecté, les biens publics mondiaux.

TAXER LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES !

Cette proposition a suscité un réel engouement et a provoqué des réactions de la part des opposants à cette taxe qui, selon eux, était impossible et néfaste à mettre en œuvre. 25 ans après, si la TTF proposée par Attac n'est toujours pas mise en œuvre, l'idée s'est cependant imposée. Mieux, l'argument de l'infaisabilité ne tient plus : il existe en effet une TTF en France, mais qui n'impose hélas pas l'ensemble des transactions financières. La nécessité d'une réelle TTF s'impose peu à peu. Une proposition de « coopération renforcée » au sein de l'Union européenne est d'ailleurs en cours de discussion, que la France refuse de rejoindre. Cette proposition aurait le mérite d'élargir le nombre de transactions imposés à la TTF et

pourrait rapporter 57 milliards d'euros au sein de l'UE. La TTF n'est désormais plus regardée comme un projet utopique.

TRAQUER LES PARADIS FISCAUX !

Dès la création, fidèle à son ADN altermondialiste, Attac a également été l'une des organisations les plus investies dans la lutte contre les paradis fiscaux et contre l'évasion fiscale internationale. L'association a publié de nombreuses expressions sur le sujet et a également mené des actions pour interpellier les opinions et les pouvoirs publics. L'action des « faucheurs de chaises », par exemple, a consisté à emprunter des chaises dans des agences bancaires. Le message alors adressé aux banques était le suivant : « nous rendrons les chaises quand vous aurez rendu l'argent ! ». Cette action a contribué à mettre la pression sur les banques françaises disposant de filiales dans les paradis fiscaux. L'une d'elles, la BNP Paribas, a cru bon de porter plainte contre l'un des « faucheurs de chaises » dont le procès a été l'occasion pour Attac et de nombreuses organisations et personnalités d'organiser dans la ville du procès (Dax), une manifestation de soutien et le procès de l'évasion fiscale en janvier 2017. Pendant deux jours, plus

de 2 000 personnes ont participé à cet événement qui a fait l'objet de nombreuses reprises médiatiques qui ont popularisé ce combat.

DÉSŒBÉISSANCE CIVILE !

Celui-ci est désormais plus global, il intègre toutes les dimensions de la justice fiscale et s'appuie tout à la fois sur des productions (communiqués, livres, notes) et des actions de désobéissance civile. Les actions menées devant les banques ou dans des lieux symboliques comme le siège de campagne d'Emmanuel Macron début 2022, dans la Samaritaine ou encore au Bourget (pour dénoncer les jets privés, symbole de la pollution des hyperriches) portent toutes l'exigence légitime d'une meilleure répartition des richesses, seule à même de réduire les inégalités, financer les biens communs et faire face à la transition climatique qui, pour Attac, doit prendre la forme d'une bifurcation sociale et écologique (voir la note d'Attac d'octobre 2022 sur le sujet). Les idées d'Attac sont parfois défendues devant les parlementaires à l'occasion d'auditions officielles (sur la fiscalité du patrimoine ou sur les impôts des entreprises) ou avec les organisations qui partagent ce combat. Il en va ainsi de l'Alliance écologique et sociale (AES), qui défend la proposition d'une taxe sur les superprofits notamment.

POUR LA JUSTICE FISCALE !

Sur cette exigence d'une véritable justice fiscale, sociale et écologique, deux campagnes sont engagées en 2024. L'une porte sur les « banques toxiques » et l'autre sur la justice fiscale. Celle-ci, intitulée « Superprofits, superriches et méga injustices », porte 6 propositions visant à imposer davantage les plus riches et les multinationales. Cette campagne a été lancée sur la base d'une note, d'un « petit guide » illustré et d'une action menée en février 2024 au futur siège de LVMH. En déployant sur la façade du bâtiment le message « tax the rich » dans le cadre d'une campagne pour la justice fiscale, Attac a réaffirmé son message historique dans une période qui a connu de nombreux scandales en matière d'évasion fiscale et qui voit plusieurs initiatives en faveur de l'instauration d'un véritable impôt sur la fortune, au plan national, européen et international. Si ce combat affronte une idéologie servie par des intérêts puissants, il demeure légitime et reconnu. À l'instar du conflit contre la « réforme des retraites » dans lequel Attac s'est engagée aux côtés des organisations syndicales, mais qu'Emmanuel Macron et son gouvernement ont imposée de force en 2023, la demande d'une juste répartition des richesses, si il n'est pas entré dans les faits, s'est imposé dans le débat public.

ET LE COMBAT POUR LA JUSTICE FISCALE

Les Utopiques est une publication Solidaires mais ouverte aux mouvements sociaux, à des camarades d'autres organisations syndicales, à des militants et militantes d'autres pays. Ce sont des Cahiers de réflexions qui couvrent l'ensemble du champ syndical. C'est un espace autonome de réflexions, avec des textes très majoritairement rédigés par des syndicalistes. Un outil de réflexion individuelle et collective, des articles qui permettent de prendre du recul vis-à-vis de l'actualité militante mais qui nourrissent celle-ci.

• • •

Solidaires a officiellement 25 ans. Notre histoire antérieure à cette création plonge ses racines dans le syndicalisme français du XX^e siècle. Nous sommes issu-es de choix forts d'autonomies, de luttes, de volonté d'agir de façon décloisonnée, interprofessionnelle, en plaçant toujours notre position de travailleuses et de travailleurs au centre.

Il y a ce dont on rêve et ce qu'on arrive à atteindre. Notre âge est un moment symbolique intéressant pour réfléchir notre syndicalisme. Il n'y a rien de mécanique dans ce que nous faisons mais la nécessité de nous regarder en face, de toujours interroger notre projet et nos positions, mais aussi les moyens que nous nous donnons pour le réaliser, y compris dans nos pratiques, avec l'analyse la plus objective possible de la situation.

Où en sommes-nous ? Solidaires a vécu des mutations profondes ces dernières années. Le développement d'un syndicalisme « alternatif », basé sur une construction démocratique originale et en lien permanent avec le mouvement social, fait partie de l'histoire profonde. Pour autant, 25 ans après ces débuts, l'évolution de nos structures professionnelles et territoriales est flagrante : nous sommes touchés par les changements de générations militantes, par les transformations de la société et du monde du travail, par les crises sociales, écologiques et démocratiques que nous vivons. Un projet syndical ne se réduit pas au nombre de personnes ayant adhéré aux syndicats de l'Union, mais cela reste un critère important : sommes-nous capables de nous développer ? De convaincre de nous rejoindre ?

Extrait de Réfléchir, lutter, gagner,



Manifestation en 1990 Gérard Coste et Raïola

Les utopiques n°25 « 25 ans de Solidaires », éditions Syllepse, printemps 2024.

Au sommaire de ce numéro : Réfléchir, lutter, gagner - Repères pour une histoire - Le SNJ, la déontologie au cœur - Du SNUI à Solidaires - Du fonctionnement de fait aux règles statutaires - La formation Solidaires - Du syndicalisme en Loire-Atlantique - SUD PTT : une histoire de moutons et de brebis ? - Des luttes de la fin des années 1980 à SUD Santé Sociaux - Evolution des questions féministes dans Solidaires - Un fonctionnement innovant, inspiré d'autres pratiques - 1989, 1996, 2003 : SUD Solidaires vu d'ailleurs - Après 1995, l'éclosion des SUD. L'exemple du ferroviaire - Canal Marches et les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions - 2006, le mouvement contre la LEC-CPE - La manifestation du 24 mars 2012 - SUD Industrie : de l'entreprise au territoire - Solidaires dans le champ syndical : comment continuer à subvertir les règles ? - Retour sur le titre d'un ouvrage : Solidaires, un modèle syndical alternatif ? - Solidaires a 25 ans. Moi aussi !

Merci Gérard



©Simon Duteil, Bourse du Travail, 2019

Longtemps animateur du CEFI – Solidaires, Gérard Coste est décédé le samedi 9 mars 2024 à l'âge de 71 ans. Postier de métier, il fait partie des exclus de la CFDT en 1988 et participe à la fondation de Sud Ptt. Avec la création de Solidaires, il participe à Solidaires Paris (où il travaillait) via le syndicat des postiers de Paris, puis à Solidaires 93 (où il vivait). Beaucoup de militantes et militants l'ont rencontré à travers ses activités en matière de formation syndicale d'abord à Sud Ptt puis au CEFI. Pour Gérard il était essentiel d'éviter que l'institut s'autonomise politiquement et financièrement. Il fallait pour cela œuvrer à l'arrimer

solidement à l'Union, pour construire une formation faite par les organisations syndicales de Solidaires, à la fois axée sur les préoccupations quotidiennes des salariées et les problématiques sociales transverses.

Nous bénéficions encore aujourd'hui du travail qu'il a mené durant des années, notamment pour les Cahiers de la formation syndicale, une série de cahiers qui furent distribués par milliers dans Solidaires et plus globalement pour la construction de notre Centre d'études et de formation syndicale interprofessionnelle Solidaires, aux côtés de Jean-Michel Bénichou, qu'il considérait comme un « pilier de la construction et du développement du CEFI-Solidaires ». Rappelons-nous que pendant longtemps Solidaires ne bénéficia d'aucun des agréments nécessaires pour accéder aux droits à la formation, ni de financements. Malgré le manque de moyens, il s'agissait de mutualiser les forces militantes pour faire vivre la formation. Il n'était par ailleurs jamais avare de déplacements dans les syndicats professionnels ou les rencontres diverses.

Gérard fut d'un apport inestimable pour transmettre les histoires du mouvement ouvrier mais aussi les complexités et contradictions du syndicalisme. Minutieux et précis dans les dates, les noms et les courants, ses connaissances n'avaient pour lui un intérêt réel que partagées avec d'autres, surtout les plus jeunes générations. Cette transmission, il la concevait comme un échange, la construction de nouveaux liens, une manière de questionner sans cesse, jamais dans un rapport inégalitaire. Il avait d'ailleurs largement participé à l'activité de Solidaires pour les 150 ans de la Commune aussi bien pour partager ce qu'il connaissait que pour continuer à apprendre et réfléchir.

Pour le numéro des Utopiques sur les 25 ans de Solidaires, il a rédigé un bilan de la formation à Solidaires et les perspectives qui s'offrent à nous ! Il avait un regard sans concession mais jamais pessimiste sur les choses. Il laisse un grand vide mais aussi des syndicalistes armés à prendre les suites. Ses textes sont des contributions importantes à lire et à s'approprier, ils constituent un rappel important de nos fondamentaux en matière de formation que nous continuons à faire vivre aujourd'hui.

Les commissions de Solidaires

ANTIRACISTE

Le groupe de travail antiraciste poursuit son travail de formation sur les questions du racisme après une formation à Marseille et une à Montpellier fin 2023, une nouvelle a eu lieu en février 2024 à Paris. Ces formations abordent le racisme systémique, les discriminations au travail et dans la société, en lien avec l'histoire coloniale et les luttes antiracistes et syndicales. Des ateliers spécifiques traitent des luttes des sans-papiers, de la loi Darmanin, du racisme anti-musulman, de l'antisémitisme, avec récemment l'ajout de la lutte contre la négrophobie et l'asiaphobie. Pour rejoindre la commission en adressant le mail à Véronique et Cybèle :

contact@solidaires.org

CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ

Le chômage et la précarité sont des réalités violentes, et encore partiellement tabous, du monde du travail. La commission chômage et précarité joue un rôle essentiel en faisant de ces enjeux une priorité pour Solidaires. En 2023, elle a initié une série d'ateliers lors du stage d'été et organisé une journée de formation nationale dédiée à ces questions cruciales, stimulant ainsi le débat au sein de l'Union. Pendant deux années, la commission a œuvré à l'élaboration d'une plateforme revendicative, qui sera présentée lors du prochain congrès de Solidaires. Un autre défi crucial réside dans l'organisation des travailleurs précaires. Les débats restent animés et de nombreuses questions demeurent en suspens : quelle place pour les chômeurs, les micro-entrepreneurs et tous ceux qui ne correspondent pas au modèle traditionnel du salariat ? Ces interrogations exigent une réflexion collective et un engagement de tous les syndicats, invités à rejoindre la commission pour contribuer à élaborer des réponses concrètes à ces défis sociaux. Pour rejoindre la commission, en adressant le mail à Ophélie et Elie :

contact@solidaires.org

DROITS ET LIBERTÉS

Le mouvement syndical a toujours été réprimé. Face aux usages de plus en plus inquiétants de la force par l'État et le patronat, les syndicalistes doivent plus que jamais pouvoir répondre. On a vu lors du dernier mouvement contre la réforme des retraites ou encore quant aux manifestations écologistes, ou celles en défense à Gaza, l'importance d'être réactif sur les interdictions de rassemblements ou de manifestations. Le GT documente et échange sur ce qu'il se passe partout sur les territoires. Il est aussi un point d'appui pour les syndicats qui subissent des répressions diverses. Il travaille par ailleurs avec des avocats qui peuvent soutenir et intervenir. Pour le rejoindre, à l'attention de Elie et Thierry :

contact@solidaires.org

CONTRE LES DISCRIMINATIONS LIÉES AU HANDICAP

L'équipe organisationnelle, avec la commission contre les discriminations liées au handicap, œuvre pour rendre le congrès accessible et inclusif. Sur le site du palais des congrès, des rampes d'accès et des ascenseurs facilitent la circulation pour les personnes à mobilité réduite (PMR). Les salles sont équipées de boucles à induction magnétique pour les personnes malentendantes, avec possibilité de traduction en langue des signes française (LSF) selon les besoins. Une salle calme au rez-de-chaussée est prévue pour le repos. Des Centrales à Traitement d'Air avec filtres sont installées pour limiter les contaminations aéroportées, avec un renouvellement de l'air régulier. Des masques FFP1 et FFP2 ainsi que du gel hydro-alcoolique seront disponibles dans tous les espaces pour garantir la sécurité sanitaire. Bien sûr nous aurons encore beaucoup de choses à améliorer notamment pour les personnes malvoyantes où nous avons beaucoup de progrès à faire en termes d'accessibilité. Pour rejoindre la commission en adressant le mail à Evelyne et Julie :

contact@solidaires.org

FEMMES

Après avoir travaillé sur le congé hormonal dont les débats sont maintenant du ressort du congrès pour intégration dans notre revendicatif, la commission femmes travaillera avec la commission Protection Sociale à actualiser notre revendicatif sur les politiques familiales. Une journée de formation est en train de s'organiser pour le 5 novembre 2024. On en parle dans le dernier bulletin Solidaires et Egales :

solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-egales/n34/

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

Le groupe de travail sur les jeux Olympiques et Paralympiques a organisé fin janvier 2024 une formation sur le sujet des JOP. Le constat est sans appel : tous les secteurs et tous les territoires vont être impactés par les JOP. Au-delà de la catastrophe écologique que sont les JOP, c'est aussi une catastrophe sociale qui est en cours : attaques sur le droit du travail via des « exceptions » qui se multiplient, obligation de télétravail pour certain-es agent-es et salarié-es, et limitation de vacances pour d'autres, exploitation des sans-papiers et un recours au bénévolat massif qui fait craindre du travail dissimulé. Les Jeux Olympiques et paralympiques sont loin d'être la fête populaire que l'on nous vend. A Solidaires nous ne sommes pas anti-sport, mais nous revendiquons des pratiques sportives solidaires, internationalistes, populaires, anti-sexistes et anti-LGBTphobes, qui favorisent l'émancipation conjointe de l'individu et du collectif. Pour suivre l'actualité du Groupe de Travail JOP :

t.me/+mHcejEfnNixYzA0



WE, THE PEOPLE